

AEF 2022-07-07 Il faut former aux compétences dont ont réellement besoin les apprenants (Mikaël Charbit, France compétences, aux IUT)

La formation n'est "pas qu'un coût mais un investissement. Les fonds doivent être bien dépensés pour former aux compétences dont ont réellement besoin les apprenants", déclare Mikaël Charbit, directeur de la certification à France compétences, en ouverture des "journées du futur" organisées les 6 et 7 juillet 2022 par l'Unpiut. De son côté, Anne-Sophie Barthez, Dgesip, appelle, dans le cadre du BUT, à "créer les passerelles entre IUT et facs", "c'est un changement culturel majeur et on en est loin." Plus largement, elle estime qu'il faut professionnaliser le premier cycle.



Mikaël Charbit, Aline Scouarnec, Anne-Sophie Barthez, Stéphane Rémy, Alain Druelles lors des "journées du futur" de l'Unpiut le 6 juillet 2022 Droits réservés - DR

La formation dans l'enseignement supérieur, notamment en apprentissage, doit-elle être posée en termes de "coût" ou d'"investissement" ? C'est l'une des questions abordées lors de la table ronde dédiée aux enjeux de compétences en ouverture des "[journées du futur](#)" organisées par l'Unpiut à Paris les 6 et 7 juillet 2022 (1). Elle intervient alors que France compétences a acté le 30 juin une baisse des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage ([lire sur AEF info](#)).

L'apprentissage a connu un développement "inédit" avec aujourd'hui 710 000 apprentis dans le privé et 20 000 dans les fonctions publiques, pour un objectif de 1 million d'apprentis, rappelle Stéphane Remy, sous-directeur "politiques de la formation et du contrôle" de la DGEFP. Il y a besoin maintenant "de s'atteler à la qualité des formations et au rôle des certificateurs". En tout cas, la nomination de Carole Grandjean comme ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels dans le nouveau gouvernement dirigé par Elisabeth Borne ([lire sur AEF info](#)) confirme "le rapprochement et la nécessité de travailler avec la sphère éducative", assure-t-il.

FAIRE ÉVOLUER LA CARTE DES FORMATIONS

"N'abordons pas le sujet par les coûts, projetons-nous et investissons massivement", lance Alain Druelles, ancien directeur emploi-formation au Medef, ancien conseiller de Muriel Pénicaud au ministère de l'Emploi, et associé fondateur du cabinet Quintet qui a élaboré début 2022 une ["note stratégique"](#) intitulée "Une politique nationale des compétences pour la prochaine décennie". Ramené au PIB, l'effort en éducation a "un peu décroché par rapport à il y a 20 ans", regrette-t-il, appelant à "améliorer la performance du système de formation continue et du système éducatif".

Mais comment savoir dans quelles formations "investir" ? Il faudrait "donner de la transparence, par exemple sur les taux d'insertion des jeunes, et en tirer les conséquences sur la carte des formations", estime Alain Druelles. "Quand on sait que les taux d'insertion de certains diplômés, 6 ou 9 mois après, sont de l'ordre de 30 % et que la carte des formations ne bouge pourtant pas, cela interroge". Faire évoluer la carte des formations implique certes de "prendre beaucoup de précautions, mais il n'est possible de rester comme cela".

MIKAËL CHARBIT : "FAITES VIVRE LES RÉFÉRENTIELS"

Pour Mikaël Charbit, directeur de la certification à France compétences, la formation n'est en effet "pas qu'un coût mais un investissement. Les fonds doivent être bien dépensés pour permettre de former aux compétences dont ont réellement besoin les apprenants". Il appelle les IUT à "s'approprier les référentiels [pour l'inscription des diplômés au RNCP] et à les faire vivre" sinon ces référentiels risquent de ne servir qu'à "caler les tables". "Le renforcement du rôle de certificateur est une liberté pour vous. Dans ce cadre, vous êtes libres de faire évoluer tel ou tel BUT, vous êtes responsables de le faire en fonction du lien que vous avez avec les entreprises", lance-t-il aux présidents d'IUT.

Mais faire passer une offre de formation devant France compétences est parfois compliqué, relève une présidente d'IUT. "Le plus dur est derrière vous", lui répond Mikael Charbit, pour qui le BUT entièrement construit sur la base d'une approche par compétences pourrait être "une source d'inspiration" pour d'autres diplômés (lire sur AEF info [ici](#) et [ici](#)). Il est "un patrimoine, qu'il faut entretenir et faire évoluer sans attendre 5 ans", durée de l'inscription d'une certification au RNCP. "Prenez la main si vous sentez que cela doit évoluer", dit-il.

Les compétences sont une triple "clé" de rencontre entre le monde académique et le monde professionnel, de "compréhension" pour l'employeur, et de formation tout au long de la vie, résume Anne-Sophie Barthez, Dgesip. Le travail du MESR "est de garantir que les formations permettent de décrocher un boulot après le diplôme" - ce qui amène notamment à "dire ce qui insère et ce qui insère moins" - mais aussi "de permettre de s'adapter et de réagir à des métiers qui n'existent pas encore". Cela implique une "révolution" des contenus, de la pédagogie et de l'évaluation.

A-S. BARTHEZ : "CRÉER DES PASSERELLES ENTRE IUT ET FACS"

"Le ministère a déverrouillé ce qui pouvait l'être dans les formations, afin qu'elles puissent être modularisées, mises à distance...". Et ensuite ? Anne-Sophie Barthez appelle à réfléchir pour "créer des réflexes" afin qu'un étudiant ait tout au long de la vie "un droit de retour, une sorte de 'chèque-retour automatique' dans son établissement et que cela ne lui coûte rien". Il faudrait aussi "encore simplifier la VAE", ajoute-t-elle, alors qu'une expérimentation est en cours ([lire sur AEF info](#)).

Que reste-t-il demain à faire pour le BUT ? "Garantir que cela va insérer professionnellement à 3 ans", répond Anne-Sophie Barthez, qui rappelle que le DUT conduisait massivement à la poursuite d'études. Elle ajoute : "Nous avons commis une erreur à présenter [la professionnalisation] comme une réforme des IUT", alors que c'est plus largement le premier cycle qu'il faut professionnaliser. Si cette question est bien prise en compte dans les IUT, les IAE et les Staps, elle n'a en général "pas essaimé" ailleurs. La Dgesip appelle aussi à "créer les passerelles entre IUT et facs. C'est un changement culturel majeur et on en est loin."

Attention à prendre le virage des compétences, alerte aussi en substance Aline Scouarnec, professeure en sciences de gestion, référente compétences auprès de la CEFDG et chargée de mission compétences auprès des IAE. "On est dans un environnement concurrentiel, y compris celui qu'on ne connaît pas encore", déclare-t-elle, en illustrant : "Si demain la Google académie faisait un partenariat avec un Opco ?" Autre raison pour prendre le virage des compétences : le MEN met peu à peu en place cette approche compétences "du collège au lycée" et donc, "biberonnés aux compétences", les futurs étudiants demanderont : "Où sont les compétences ?".

3 PILIERS POUR L'ORIENTATION COMPÉTENCES

Aline Scouarnec distingue ainsi "trois piliers" pour mettre en place une démarche "orientation compétences".

- Premier pilier : l'établissement d'enseignement où doit être menée "une vraie réflexion stratégique". Dans les écoles, il y a en général un tel plan stratégique, même s'il n'est pas toujours bien formalisé. En revanche, les universités ont encore "des progrès à faire pour que ça infuse dans les composantes".
- Deuxième pilier : les équipes pédagogiques et administratives, qu'il faut "embarquer". L'idée est de les accompagner "dans leur propre développement de compétences" pour qu'elles soient des acteurs qui comprennent ces compétences.
- Troisième pilier : "l'expérientiel étudiant". Pour Aline Scouarnec, il faut arriver à "passer d'une économie de produit à une économie de services" pour accompagner les étudiants avant, pendant et après la formation.

(1) La table ronde était intitulée "Prospective et enjeux de compétences : leviers d'agilité, d'innovation, d'attractivité pour le monde économique et l'enseignement supérieur".

Dépêche n° 675858

5 MIN DE LECTURE

Par [CATHERINE BUYCK](#) Publiée le 07/07/2022 à 10h35

Unpiut Union nationale des présidents d'Institut universitaire de technologie

DGEFP.Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle

Medef Mouvement des entreprises de France

RNCP Répertoire national des certifications professionnelles

MESR ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

VAE Validation des acquis de l'expérience

DUT Diplôme universitaire de technologie

Staps Sciences et techniques des activités physiques et sportives

CEFDG Commission d'évaluation des formations et des diplômes de gestion

Opco Opérateurs de compétences

MEN ministère de l'Éducation nationale